N° 1519 DU MERCREDI 1er OCTOBRE 2025
QUOTIDIEN TOGOLAIS D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS GENERALES / Prix : 250 FCFA

TOGOMATIN
10ème Anniversaire

Rentrée parlementaire

L'appel lancé par Kodjo Adédzé à ses collègues députés

Après quelques mois d'intersession, les députés togolais reprennent bientôt le chemin de l'hémicycle. Le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédzé, annonce les couleurs de la rentrée parlementaire.

PAGE 3

Sécurité sociale

L'Inam en mode séduction à l'AISS

Le Togo charme par son modèle de sécurité sociale. Cette avancée impulsée au pays par le président du Conseil, Faure Gnassingbé a été présentée au reste du monde. à l'Assemblée générale des 354 organismes de sécurité sociale, membres de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) ...

PAGE 3

PRODUITS FNFI

Echos des bénéficiaires

A la découverte de Mme Zakari Rabiatou, commerçante grâce au produit d'accompagnement spécial

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique " Echos des bénéficiaires des Produits FNFI, Togo Matin, nous conduit à Lomé, notamment dans le quartier ségbé, ...

PAGE 2

ÉCONOMIE

FMI

Une mission pour évaluer la trajectoire économique du Togo

Pour évaluer la croissance, mesurer l'inflation et ajuster les réformes, la mission du FMI au Togo vient explorer les défis clés de l'économie nationale ; ceci dans le but de bâtir une stabilité durable. Conduite par Hans Weisfeld du Fonds, cette mission intervient dans le cadre de la 3ème revue du programme appuyé par la Facilité ...

PAGE 5

DERNIERES HEURES

Togo : une semaine dédiée au tourisme

La 1e édition de la Semaine nationale du tourisme (SNT) est lancée. Du 29 septembre au 3 octobre 2025, elle permettra de sensibiliser la population à l'importance du tourisme.
Une place de choix est désormais donnée au secteur touristique. Durant cinq (5) jours, il sera question de présenter à la population les richesses touristiques du pays. Mieux, de la sensibiliser sur l'importance du tourisme et de valoriser la destination du Togo auprès des visiteurs de la sous-région.
Pour Assiguime Nafissa, directrice de la Planification et du Développement touristique, cette semaine qui s'articule autour des enjeux et d'objectifs du tourisme sera meublée par plusieurs activités.
« Il sera question de faire des séances de sensibilisation et d'échanges avec les opérateurs touristiques et tout autre organisme qui contribue au développement touristique dans toutes les régions du Togo », a-t-elle mentionné avant d'ajouter : « On aura des offres à prix promotionnel qui pourront motiver la population à aller découvrir les patrimoines touristiques du pays ».

POLITIQUE

Parlement de la Cédéao

Adjamagbo-Johnson compte sur quelle majorité pour y aller ?

PAGE 3

OTR

Geste Exo, la nouvelle plateforme de gestion des exonérations et franchises douanières

Fini les files d'attente et la paperasse aux guichets : l'Office togolais des recettes (OTR) a lancé ce 30 septembre à Lomé Geste Exo, une plateforme numérique qui dématérialise ...

PAGE 11

CMJN

SOMMAIRE

Ghana/Visas américains
Accra et Washington renouent : victoire diplomatique ou compromis sur le dos des expulsés africains ?

P 4

FMI
Une mission pour évaluer la trajectoire économique du Togo

P 5

Tournoi UFOA
Le Togo éliminé après un nul contre la Côte d'Ivoire

P 9

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

A la découverte de Mme Zakari Rabiatou, commerçante grâce au produit d'accompagnement spécial

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique " Echos des bénéficiaires des Produits FNFI, Togo Matin, nous conduit à Lomé, notamment dans le quartier ségbé, pour partager les témoignages de Zakari Rabiatou, bénéficiaire du Produit d'Accompagnement Spécial du Fonds National de la Finance. Pleins feux sur le parcours de cette quarantenaire qui a de nombreuses raisons aujourd'hui de pouvoir se réjouir, et pour cause, elle renforce quotidiennement son autonomie.

Zakari Rabiatou dans son étalage de vente de charbon

C'est à lomé, notamment dans le quartier Ségbé que Zakari Rabiatou, 43 ans vit avec sa famille depuis plusieurs années. Pour survivre depuis toutes années, celle que l'on appelle affectueusement maman Rabiatou a fait toutes sortes de petits métiers. Aide-ménagère, agent d'entretien, bref tout ce qui pouvait lui rapporter des petits revenus, histoire d'aider son époux à prendre en charge les besoins de la famille. Et des petits métiers, elle en a tant exercé jusqu'au jour où elle se rendit compte que si elle voulait amorcer son décollage économique il lui fallait une activité bien plus stable et plus rentable. Et c'est ici que commence sa ruée vers toutes les sources d'information.

" A partir donc de ce moment, je m'informais tous les jours pour pouvoir saisir toutes les opportunités qui pouvaient s'offrir à moi. C'est dans cette ruée aux infirmations que j'ai été courant 2016 informée que je pouvais moi aussi bénéficier du FNFI afin de pouvoir me lancer dans la concrétisation de mon rêve. Je suis allée aux nouvelles et PADES Microfinance m'a bien informée sur tout ce que je devais savoir et quelles conditions je devais remplir pour bénéficier de l'appui financier. Et actuellement, c'est avec fierté que je peux vous dire que j'ai bénéficié successivement des 4 cycles de crédit APSEF et j'en suis au Produit d'Accompagnement Spécial d'un montant de 100.000 FCFA. Et comme vous le constatez avec moi, ce crédit m'a permis notamment de pouvoir mettre en place ce petit hangar et d'acheter des sacs de charbon. Actuellement, je vends du charbon, non seulement en gros mais aussi en détails. Et progressivement, j'arrive à tirer mon épingle du jeu et renforcer quotidiennement mon autonomie".

Au fil du temps, Rabiatou a réalisé que la réussite se trouve au bout de l'effort et que l'on ne mange qu'à la sueur de son front. Elle a déjà assez de perspectives pour renforcer son activité afin de devenir d'ici quelques années une grande commerçante.

" Je suis consciente que je dois rembourser assez rapidement ce premier crédit afin de pouvoir prétendre obtenir le second crédit qui me permettra de renforcer mon activité. A part la vente de charbon, je voudrais également ajouter la vente de bois, car j'ai des clientes qui en formulent des demandes quasi quotidiennes."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel

FSI

fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Sécurité sociale

L'Inam en mode séduction à l'AISS

Le Togo charme par son modèle de sécurité sociale. Cette avancée impulsée au pays par le président du Conseil, Faure Gnassingbé a été présentée au reste du monde. À l'Assemblée générale des 354 organismes de sécurité sociale, membres de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), le Togo s'est illustré de manière remarquable.

Invité à partager l'expérience togolaise, Justin Thilabalo Pilante, directeur général de l'Institut national d'assurance maladie (Inam), a livré une intervention saluée pour sa clarté, sa vision et sa profondeur d'analyse sur les défis africains en matière de protection sociale.

D'entrée de jeu, Justin Tchilabalo Pilante a rappelé que l'universalisation de la couverture sociale constitue « l'un des plus grands challenges pour l'Afrique ». Il a souligné que ce défi ne se limite pas à élargir le nombre de bénéficiaires, mais inclut aussi l'extension des risques couverts, notamment celui de la maladie, encore insuffisamment pris en compte sur le continent.

Le Togo, un modèle d'action progressive et inclusive

L'intervention du directeur général a mis en lumière le chemin parcouru par le Togo. Pays pionnier, il a su bâtir dès avant son indépendance un système de sécurité sociale solide couvrant la vieillesse, la retraite, le décès, l'invalidité, le chômage, la maternité et la famille. Mais, c'est en 2011 qu'un tournant décisif a été pris avec la création de l'Inam, posant les bases de la couverture maladie progressive.

Après une première phase dédiée aux agents publics, une loi historique sur l'universalisation de la couverture maladie a été adoptée en 2020-2021, ouvrant la voie à l'inclusion de tous les travailleurs, y compris du secteur privé, et des populations vulnérables.

Justin Tchilabalo Pilante

School Amu: un levier social et éducatif inédit

Le programme School Amu (Assurance maladie universelle) pour les élèves est un symbole fort de cette politique visionnaire. Désormais, tout élève inscrit dans un établissement public au Togo bénéficie d'une prise en charge intégrale de ses soins de santé, financée par l'État à travers l'Inam.

« Aucun enfant ne doit abandonner l'école pour des raisons de santé ou faute de moyens financiers de ses parents », a affirmé monsieur Pilante, citant la volonté ferme du président du Conseil Faure Ganssingbé de faire de la santé un levier pour l'éducation et l'égalité des chances.

Un leadership visionnaire au service du bien-être social

L'allocution du directeur général de l'Inam a réaffirmé la vision portée par Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, qui place la santé publique et la protection sociale au cœur du développement humain durable. Cette stratégie s'appuie sur deux piliers complémentaires : Un pilier contributif couvrant les agents publics et les salariés du secteur privé ; un pilier assistanciel destiné aux populations vulnérables.

Grâce à cette approche progressive, plus de 4 millions de Togolais bénéficient déjà d'une protection santé, illustrant la détermination du pays à avancer vers l'universalité. Justin Tchilabalo Pilante a appelé les acteurs africains à mutualiser les expériences et les innovations pour surmonter les défis communs : identification des populations, financement durable, accès équitable aux soins.

Son intervention a suscité l'intérêt et l'admiration des participants, positionnant le Togo comme un acteur moteur de la transformation sociale sur le continent.

À travers la voix de l'Inam, le Togo démontre que l'universalisation de la couverture santé n'est plus un idéal lointain, mais un chantier concret en pleine réalisation, fidèle à la vision d'un développement humain inclusif et durable voulue par le président Faure Essozimna Gnassingbé.

La rédaction

Rentrée parlementaire

L'appel lancé par Kodjo Adédzé à ses collègues députés

Après quelques mois d'intersession, les députés togolais reprennent bientôt le chemin de l'hémicycle. Le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédzé, annonce les couleurs de la rentrée parlementaire.

Kodjo Adédzé au perchoir (Image des archives de l'Assemblée nationale, trouvée en ligne le 30 septembre 2025)

Dans un message publié sur les réseaux sociaux lundi dernier, le chef de la représentation nationale lance un appel à ses collègues députés. « Chers collègues, notre engagement constant auprès de nos concitoyens durant l'intersession dans nos différentes circonscriptions, reflète la volonté de la représentation nationale de rester très attentive à leurs préoccupations », a-t-il écrit.

« Au moment où nous nous apprêtons à ouvrir la deuxième session ordinaire de l'année 2025 le 7 octobre prochain, je nous encourage à rester plus disponibles et visibles pour la continuité du travail républicain », a poursuivi Kodjo Adédzé. Il faut dire que c'est à cela qu'il avait encouragé ses collègues au moment de leurs séparations il y a quelques mois.

« La session budgétaire, temps fort de l'activité parlementaire, sera dédiée à l'examen et à l'adoption de la loi de finances, exercice 2026, dans une démarche orientée vers l'intérêt collectif pour laquelle notre participation active est fortement attendue », a indiqué le président de l'Assemblée nationale. Outre le budget exercice 2026, l'Assemblée nationale aura aussi certainement en concertation avec le Sénat, à écouter et à discuter la Déclaration de politique générale (DPG) du nouveau gouvernement en attente du président du Conseil Faure Gnassingbé.

Parlant du Sénat, sa rentrée se fera immédiatement après celle de l'Assemblée nationale. Les deux institutions jumelles travailleront de concert sur plusieurs dossiers, notamment le budget de l'année 2026. Barry Moussa Barqué, le président du Sénat, et ses collègues seront sur d'autres dossiers importants pour la bonne marche de la République.

Edem Dadzie

Parlement de la Cédéao

Adjamagbo-Johnson compte sur quelle majorité pour y aller ?

Deux sénateurs togolais ont récemment prêté serment pour intégrer le Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Tout en critiquant la désignation de ses collègues, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, parlementaire de la DMP annonce se porter candidate au Parlement de la Cédéao.

Il s'agit de Séna Alipui, deuxième vice-président de l'Union des forces de changement (UFC), et Innocent Kagbara, président national du Parti démocratique panafricain (PDP). À la suite de cet évènement, Brigitte Kafui Adjamagbo-Jonhson, secrétaire générale de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), et député de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) à l'Assemblée nationale togolaise, s'est prononcée sur cette désignation. Ce qu'elle a dit devrait intéresser tous les Togolais quels que soient leurs bords politiques.

« Ils n'ont pas été choisis par leurs pairs, ni par l'Assemblée nationale ni par le Sénat. Nous allons saisir le bureau de l'Assemblée nationale et toutes autres instances nécessaires », a-t-elle déclaré. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de communication officielle sur la désignation de ces deux personnalités au nom du Togo.

N'importe quel compatriote est fondé à demander des comptes sur cette situation. Mais, sans doute que toutes les procédures sont respectées dans leurs choix. Sinon, l'on conçoit difficilement que le Parlement de la Cédéao accepte leur serment s'il y avait des vices de procédures dans leurs désignations.

Même si une Togolaise est à la tête du Parlement communautaire, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une institution de plusieurs pays, et qu'il est indépendant. L'on sait en effet que s'il y avait des violations, un certain nombre de "grandes gueules", issues de ce Parlement, n'hésiteront pas à alerter l'opinion.

Un certain Guy Marius Sagna ne laissera jamais passer une telle occasion pour se mettre de nouveau au-devant de la scène. Et comme par coïncidence, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et Guy Marius Sagna sont des alliés. Donc, s'il y avait un problème dans ces désignations, il y a longtemps que cela serait sur la place publique. Quoi qu'il en soit, l'opposante togolaise aura bientôt l'occasion de poser la question aux bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La rentrée parlementaire aura lieu la semaine prochaine… « Les deux sénateurs envoyés sont des nommés, alors qu'il y en a qui sont élus. Ils n'ont pas la légitimité de ceux qui ont été choisis au suffrage universel. Il n'y a donc pas de quoi se féliciter de se retrouver là-bas dans ces conditions », a insisté la députée togolaise.

Sur ce plan, il faut rappeler à madame Adjamagbo-Johnson que la nomination d'un certain nombre de sénateurs est prévue par la Constitution en vigueur au Togo. Avant leur nomination, il est évident que le président du Conseil a tenu compte de la représentativité de ces personnalités dans le pays.

Il n'y a donc pas de problème de légitimité. Pour le reste, il s'agit juste de discours politiques. Au même moment où elle critique la désignation de ses collègues, la parlementaire togolaise affirme être candidate au poste de députée du Parlement de la Cédéao. Mais, qui va la désigner ? Avec quelle majorité ? Voilà qui est curieux. Finalement, ces critiques ne sont-elles pas une façon pour la responsable de la CDPA de solliciter une nomination à ce niveau ? Il semble que cette stratégie soit souvent utilisée par les acteurs politiques pour attirer l'attention… Mais, est-ce la bonne stratégie pour le cas dont l'on parle ici ?

TM

Justin Tchilabalo Pilante (Photo Inam)

Ghana/Visas américains

Accra et Washington renouent : victoire diplomatique ou compromis sur le dos des expulsés africains ?

La décision de Washington de rétablir la validité des visas de cinq ans avec entrées multiples pour les Ghanéens est présentée comme une victoire diplomatique. Mais à quel prix ? Derrière cette annonce, perçue comme un soulagement pour des milliers de voyageurs et d'étudiants, se cache un accord controversé : le Ghana a accepté d'accueillir sur son sol des ressortissants d'Afrique de l'Ouest expulsés des États-Unis, y compris certains bénéficiant de décisions de justice américaines leur interdisant un retour forcé.

Depuis début septembre, au moins quatorze personnes ont été débarquées à Accra. Certaines ont été transférées dans leur pays d'origine, d'autres au Togo, parfois sans assistance. Des témoignages font état de détentions dans des conditions précaires, sous garde militaire, avant leur expulsion. Pour de nombreux observateurs, ce « partenariat migratoire » soulève une question éthique majeure : le Ghana a-t-il troqué sa souveraineté et sa solidarité africaine contre la fin de sanctions qui pénalisaient ses citoyens et son économie ?

Le ministre des Affaires étrangères, Samuel Okudzeto Ablakwa, a tenté de désamorcer la polémique en rappelant que cette décision se fonde sur « des considérations humanitaires » et ne

constitue pas une « approbation » de la politique migratoire de Donald Trump. Mais sur les réseaux sociaux, les critiques fusent. Des militants ghanéens dénoncent un « marchandage diplomatique » et accusent le gouvernement d'avoir cédé aux pressions américaines, faisant du pays un simple relais de la stratégie de déportation de Washington. Cette levée des restrictions représente un enjeu stratégique pour Accra. La limitation des visas depuis 2023 avait freiné les échanges commerciaux, pénalisé les étudiants ghanéens et compliqué les missions diplomatiques. En rétablissant l'accès normal aux visas, le Ghana regagne en mobilité internationale et apaise ses relations avec les États-Unis. Mais cet accord fragilise aussi son image de « modèle démocratique » et de pays défenseur des droits humains en Afrique de l'Ouest.

Pour de nombreux analystes, le gouvernement ghanéen devra désormais prouver que cette coopération n'est pas un simple acte de soumission mais une négociation équilibrée qui profite à ses citoyens. Dans le cas contraire, Accra risque de voir se fissurer son statut de capitale morale de la sous-région, alors même que les opinions publiques africaines se montrent de plus en plus sensibles à la question de la dignité et de la souveraineté face aux puissances étrangères.

Au moment où de nouveaux vols d'expulsés sont annoncés, le Ghana se retrouve face à un dilemme : maintenir ses engagements envers Washington et en récolter les dividendes diplomatiques, ou réaffirmer une position plus ferme pour que l'accueil de ces personnes respecte pleinement les droits fondamentaux et les standards humanitaires. La question reste ouverte : la levée des restrictions de visas était-elle une victoire diplomatique… ou le prix d'une concession lourde de conséquences ?

T.M.

Sénégal/Politique

Mandat d'arrêt international contre Madiambal Diagne : l'éditorialiste sénégalais promet de revenir faire face à la justice

Dakar – Le feuilleton autour de Madiambal Diagne, l'un des éditorialistes les plus influents du Sénégal, prend une tournure judiciaire inédite. Les autorités sénégalaises ont émis un mandat d'arrêt international contre le patron du groupe de presse Avenir Communication, qui a quitté le pays malgré une interdiction de sortie du territoire.

Le fondateur du journal Le Quotidien, connu pour sa proximité avec l'ancien président Macky Sall, était convoqué cette semaine par la Division des investigations criminelles (Dic) dans le cadre d'une enquête sur des présumées transactions financières suspectes. Cité dans un rapport de la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif), Madiambal Diagne n'a pas répondu à la convocation et a, selon les autorités, pris la fuite.

Madiambal Diagne

Dans un communiqué publié vendredi, le ministère de l'Intérieur a confirmé son départ du pays dans des circonstances encore inexpliquées et annoncé que le président du collège des juges d'instruction du pool judiciaire financier avait délivré un mandat d'arrêt international contre lui. Dans la foulée, les responsables de la Dic et du commissariat spécial de l'aéroport international de Dakar ont été relevés de leurs fonctions à titre conservatoire, en attendant que la lumière soit faite sur les conditions de son départ.

De son côté, Madiambal Diagne a choisi de s'exprimer directement sur les réseaux sociaux. Sur X (ex-Twitter), il a affirmé : « Suis arrivé en France depuis ce 24/9/2025. J'ai quitté le Sénégal le soir même de l'opposition par la police à mon départ pour la France », ajoutant qu'il entendait « préparer [sa] défense ». Samedi, il a réagi à l'annonce du mandat d'arrêt international : « Je prends note (…) J'affirme qu'avant l'exécution d'un tel mandat, je me présenterai à la justice de mon pays. »

Cette affaire suscite un vif débat au Sénégal, mêlant enjeux judiciaires, interrogations sur la sécurité des frontières et tensions politiques dans un contexte post-transition. Entre partisans qui voient en lui une victime d'acharnement et critiques qui exigent qu'il réponde de ses actes, l'opinion publique est divisée.
Le retour annoncé de Madiambal Diagne pourrait être un moment de vérité, tant pour l'homme de médias que pour l'appareil judiciaire sénégalais, qui devra démontrer son indépendance et sa transparence dans un dossier hautement sensible.

T.M.

FMI

Une mission pour évaluer la trajectoire économique du Togo

Pour évaluer la croissance, mesurer l'inflation et ajuster les réformes, la mission du FMI au Togo vient explorer les défis clés de l'économie nationale ; ceci dans le but de bâtir une stabilité durable. Conduite par Hans Weisfeld du Fonds, cette mission intervient dans le cadre de la 3ème revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Elle va courir du 29 septembre au 10 octobre 2025.

L'objectif principal est d'évaluer les récents développements dans le secteur réel, notamment la croissance, l'inflation et les indicateurs de développement. Les discussions porteront également sur la qualité des comptes nationaux, les données sociales les plus récentes, ainsi que sur la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement des subventions à l'énergie. Ce dernier constitue un dossier particulièrement sensible, en raison de son impact direct sur le budget de l'État et le pouvoir d'achat des ménages.

Les relations entre le Togo et le FMI se sont renforcées ces dernières années. Le 1er juillet 2025, le Conseil d'administration du FMI a achevé la 2ème revue du programme FEC, ouvrant la voie au décaissement immédiat de 60,5 millions de dollars pour l'appui budgétaire.

Au total, l'accord en cours prévoit un financement global de 403,4 millions de dollars, octroyés à des conditions favorables.

Ces ressources sont destinées à soutenir les autorités togolaises dans la gestion des conséquences économiques des chocs subis depuis 2020. Elles visent aussi à renforcer la résilience du pays face aux risques budgétaires et financiers.

Le programme soutenu par le FMI poursuit un double objectif : « rendre la croissance plus inclusive tout en renforçant la viabilité de la dette ». Il s'agit également d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment dans la gouvernance budgétaire et la gestion des finances publiques.

Cette troisième revue constitue donc une étape décisive pour mesurer l'efficacité des actions entreprises et réajuster, si nécessaire, les priorités économiques. Elle s'inscrit dans la volonté partagée du gouvernement togolais et du FMI de garantir une trajectoire de croissance durable, mieux répartie et tournée vers l'avenir.

Edy Alley

BIDC

Validation de nouveaux financements malgré les tensions économiques mondiales

Pour continuer à financer la croissance régionale dans un monde où les vents contraires soufflent, la Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) s'est retrouvée lors de la 93e session de son Conseil d'administration à Lomé.

Le président de l'institution, George Agyekum Donkor, ne cache pas les pressions. Il a évoqué la hausse des coûts de production et des services qui pèse sur les ménages et limite la compétitivité des entreprises locales. « Ces taxes augmentent le prix des produits et services et génèrent un impact direct sur nos économies », a-t-il rappelé, évoquant les mesures protectionnistes imposées par l'administration Trump. Leur effet domino se fait sentir jusque dans les foyers ouest-africains, où la hausse des prix fragilise le pouvoir d'achat et restreint la compétitivité des entreprises locales.

Mais les grandes banques centrales occidentales, à commencer par la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, ont enclenché un cycle d'assouplissement monétaire. Il s'agit notamment de la réduction des taux directeurs, des conditions de crédit plus souples, une aubaine que la BIDC entend saisir pour renforcer ses marges de manœuvre. Comme le souligne George Agyekum Donkor, « ces politiques nous permettent d'emprunter à des taux compétitifs pour financer des projets porteurs ».

C'est dans ce jeu d'équilibriste que la BIDC affirme sa pertinence. Entre tension commerciale mondiale et opportunités financières inédites, elle cherche à maintenir son cap : structurer des financements capables de transformer les économies ouest-africaines.

Siège de la BIDC à Lomé

Lors de cette session à Lomé, un signal fort a été donné. Pas moins de 308 millions de dollars de crédits ont été validés pour 4 projets. En Guinée, à travers Vista Guinée, ce sont les petites et moyennes entreprises qui bénéficieront d'un appui vital pour stimuler l'activité locale. Au Nigeria, dans l'État de Taraba, les financements se concentreront sur l'énergie et l'agro-industrie, deux secteurs stratégiques pour un pays qui demeure à la fois le plus peuplé d'Afrique et la première économie de la Cédéao.

En dépit des turbulences extérieures, l'institution reste fidèle à son mandat : accompagner le développement. Chaque projet validé devient ainsi une pièce d'un puzzle plus vaste, celui d'une Afrique de l'Ouest qui veut transformer ses fragilités en leviers de croissance. La BIDC ne s'en cache pas : elle veut être la main ferme qui tient la barre, même lorsque l'horizon s'assombrit.

E.A

Produits brassicoles

BB Lomé plus chère au Togo

Au Togo, lever un verre coûtera désormais plus cher. À compter du 1er octobre, la Brasserie BB Lomé revoit ses tarifs à la hausse, transformant chaque gorgée de bière ou de soda en symbole d'une économie sous pression.

La Brasserie BB Lomé, filiale du groupe français Brasseries et Glacières Internationales (BGI), vient d'annoncer une hausse des tarifs sur plusieurs de ses produits phares. Une décision qui survient « près de deux ans après la dernière augmentation » et qui ne manquera pas de faire réagir les consommateurs et tenanciers de bars.

La nouvelle grille tarifaire a été adressée officiellement au Syndicat des tenanciers de bars et restaurants (SYNTEBARESA). Sont concernés les formats 30 cl et 33 cl, commercialisés en casiers de 24 bouteilles. Ainsi, le casier de PILS 33 cl et BB LAGER 33 cl passe de 7 200 à 8 400 FCFA, soit « 350 FCFA la bouteille contre 300 FCFA auparavant ». Le casier de YOUKI Cocktail 30 cl grimpe de 4 800 à 6 000 FCFA, fixant désormais la bouteille à 250 FCFA. Même évolution pour le World Cola 30 cl, Youki Orange 30 cl, Youzou 30 cl et Youki Tonic 30 cl, qui atteignent tous 6 000 FCFA le casier.

Face aux critiques déjà perceptibles, l'entreprise justifie sa décision par une équation économique difficile. Dans une note, la société souligne : « Afin de préserver notre modèle économique et de maintenir notre image nationale de marque, nous sommes contraints, en raison de facteurs divers, de procéder à un ajustement des prix. » Elle met en avant l'envolée du coût des intrants, la pression fiscale et l'inflation internationale.

Dans un pays où la bière et les sodas rythment autant les moments festifs que les instants de convivialité quotidienne, cette annonce résonne bien au-delà des chiffres. Pour les consommateurs, l'impact se fera sentir dès le premier désir d'en consommer. Pour les restaurateurs et débitants, la marge de manœuvre se rétrécit.

Reste une question en suspens : la Société nationale des boissons (SNB), concurrent direct de BB Lomé, suivra-t-elle le mouvement ? Pour l'heure, elle « ne s'est pas encore prononcée sur une éventuelle révision de ses tarifs ». Mais si elle venait à s'aligner, les Togolais pourraient voir s'installer une nouvelle réalité : celle de boissons plus chères, quel que soit le comptoir.

Brasserie BB Lomé

Edy Alley

Transport aérien

Le Togo s'impose grâce aux investissements accrus

Dans la sous-région ouest-africaine, le Togo ne cesse de se positionner comme une plaque tournante du transport aérien. Avec l'objectif de devenir un hub logistique, le pays s'est illustré sur la décennie par des investissements d'envergure dans le secteur. Un pari audacieux, qui porte aujourd'hui ses fruits. La récente distinction décernée par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) au pays pour son excellence en matière de sûreté aéronautique en est la preuve.

Dans l'univers impitoyable du transport aérien, le Togo tient les câbles. Mettant l'accent sur l'innovation, les investissements, la modernisation et l'extension de ses infrastructures, le pays ne cesse de s'imposer et de séduire.

Une vision de longue date

En 2012, le Togo, porté par sa politique de développement des infrastructures et de promotion de la sécurité et la sûreté pour attirer les opérateurs, s'est donné un objectif : devenir un hub logistique dans la sous-région avec une projection sur l'après-2020.

Depuis, des initiatives ne manquent pas. L'aéroport international Gnassingbé-Eyadema, vitrine du transport aérien, fait l'objet d'une attention particulière des autorités togolaises. Un projet de modernisation de cette infrastructure est dès lors initié en 2012, pour le doter d'une infrastructure moderne.

La première démarche fut un prêt chinois de 150 millions de dollars pour que l'aéroport international Gnassingbé-Eyadema dispose d'une nouvelle aérogare moderne de 21 000 m² avec des passerelles télescopiques pouvant traiter jusqu'à 2 millions de passagers avec séparation nette de flux.

Ce projet prend également en compte la construction d'un nouveau parking pour des avions modernes et une galerie avec un hôtel de 96 chambres et 5 suites. Grâce au prêt consenti par la China Eximbank à taux d'intérêt préférentiel, le Togo a vu le traitement de son fret augmenter de façon exponentielle.

Si à la première moitié de 2023, l'on notait une hausse de 1,2 % du fret aérien par rapport à la même période de 2022, cette évolution s'est plus accentuée en 2025, avec une hausse de 11,5 % du fret au cours du premier trimestre de l'année. Ces chiffres qui témoignent d'une dynamique positive pour le fret à l'AIGE de Lomé viennent appuyer la stratégie des autorités togolaises visant à renforcer l'aéroport comme plaque tournante régionale.

Ce faisant, l'AIGE de Lomé a vu sa capacité de traitement du fret augmenter de 12 000 tonnes en 2016 à une capacité actuelle de 50 000 tonnes, avec des projets d'extension en cours pour accompagner la croissance du trafic aérien et le positionnement de l'aéroport comme hub logistique régional.

Vue partielle de l'infrastructure aéroportuaire Gnassingbé-Eyadema

Des certifications de haut standing pour mieux se positionner

Dans cet élan, il a été inauguré en 2016 après plusieurs années de travaux, une nouvelle aérogare à l'AIGE. Cette infrastructure moderne, financée par la Chine, offre une capacité de traitement de deux millions de passagers par an et vise à renforcer le rôle du Togo en tant que hub économique en Afrique de l'Ouest.

D'une superficie de 21 500 m², la nouvelle aérogare est dotée d'une capacité de traitement de 2 millions de passagers par an avec huit (08) passerelles télescopiques et une piste de 3 000 m mise aux normes des Boeing 747.

Elle est également dotée d'un parking avion de 15 postes ; d'un parking automobile de 700 postes de stationnement ; d'un système hydrant permettant l'avitaillement rapide et efficace des aéronefs et d'une zone fret d'une capacité de 50 000 tonnes.

« Les normes et les pratiques recommandées par l'OACI sont respectées dans la construction de la nouvelle aérogare », a rassuré à l'époque Col Dokissime Latta Gnama, ex-directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac). En tenant compte des exigences de certification de l'OACI, le Togo entend positionner son secteur aérien au nombre des plus modernes et des plus sûrs de la sous-région.

Image illustrant la remise de la certification de l'OACI au Togo

Compter sur ses atouts

Le contrôle du trafic aérien dans la sous-région ouest-africaine impose l'innovation et la modernisation des infrastructures aéroportuaires. Dans cette bataille qui conférera le statut enviable et stratégique de « hub sous-régional », Lomé joue sa carte et mise sur ses atouts. Pour se donner une place dans ce trafic aérien âprement disputé par des villes de la sous-région à l'instar d'Accra, Abidjan, Dakar et Cotonou, Lomé n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Sur le terrain, l'on assiste à l'ouverture de nouveaux chantiers. Ils vont de l'aménagement du parking avion, en passant par l'agrandissement du terminal et la modernisation des installations techniques.

« Ces travaux consistent en la construction de deux parkings gros-porteurs, en l'extension côté sud de l'aéroport et le réaménagement des boutiques à l'intérieur de l'aérogare. En ce qui concerne les deux parkings gros porteurs, on est à 99,99 % de la fin des travaux. Et pour l'extension côté sud, l'entreprise en charge de l'ouvrage est en train de faire les fouilles et, bientôt, elle va commencer le travail de la fondation pour la construction du bâtiment », a expliqué il y a quelques mois Michel Tchangani, directeur général adjoint de la Société aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT).

Ces géants qui positionnent le Togo

Au-delà de l'extension et de la modernisation de ses infrastructures, Lomé peut également compter sur deux grands transporteurs régionaux qui, tous deux, ont fait son choix comme hub. Il s'agit du major Ethiopian Airlines, dont l'envergure n'est plus à démontrer, et de la compagnie Asky, qui y a aussi son siège.

Par ailleurs, Lomé peut compter sur un certain nombre d'avantages et de mesures fiscales, mis en place pour attirer des investisseurs.

D'autres atouts majeurs restent les sièges des institutions régionales de premier plan qu'abrite la capitale togolaise. On citera entre autres les sièges de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), du groupe bancaire panafricain Ecobank, de la Banque d'investissement de la Cedeao (BIDC) et d'Oragroup.

Des reconnaissances internationales qui témoignent

Grâce à ses atouts, ses investissements et ses réformes, le Togo ne cesse de se positionner comme un hub logistique de la sous-région, en témoignent les nombreuses distinctions, dont la dernière en date est celle décernée le 23 septembre 2025 par le Conseil de l'OACI. Décernée il y a quelques jours, cette distinction vient confirmer l'excellence en sûreté aéronautique de l'aviation civile du pays et placer le Togo parmi les meilleurs en Afrique et dans le monde.

Auparavant, notamment en 2018, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) avait déjà décerné la médaille de l'aérodrome à l'Aviation civile togolaise pour son professionnalisme et son engagement dans le domaine de la sécurité aéroportuaire.

Quant à l'aéroport Gnassingbé-Eyadema, vitrine du transport aérien togolais, il est classé au nombre des meilleurs de l'espace Uemoa en termes de trafic passager et de connectivité.

Tenant à la sûreté et à la sécurité, l'aéroport de Lomé est considéré comme un leader dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF) en matière de conformité aux normes de sûreté de l'aviation civile internationale, avec un taux de conformité de 82,56 % enregistré en 2024.

En 2020, il a été classé deuxième meilleur trafic de passagers de l'Uemoa par l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), concrétisant la position de Lomé comme hub logistique sous-régional.

Toujours la même année, il est classé deuxième plateforme aéroportuaire la plus connectée de l'Uemoa, renforçant sa position de hub de transit dans la sous-région.

Aéroport pilote dans la mise en œuvre du programme Excellence de Sécurité d'Aéroport (Apex), Lomé n'a de cesse de démontrer son engagement pour des normes de sécurité élevées.

Transport aérien au-delà de Lomé

Le développement des infrastructures de transport aérien ne s'arrête pas seulement à Lomé. Pendant que la capitale se positionne pour la conquête de la sous-région ouest-africaine, les aérodromes secondaires se développent dans les cinq (5) régions du pays. Grâce à ces investissements, l'aéroport de Niamtougou dans la région de la Kara a eu le statut d'aéroport international.

Dans la même logique, celle de renforcer la position du Togo comme hub logistique, le Togo entend également ériger un aéroport moderne aux normes internationales à Tsévié, localité située à moins de 50 km de Lomé.

Aucune extension n'étant possible après les travaux actuels de réhabilitation et de modernisation à l'aéroport de Lomé, selon des explications des autorités togolaises, l'aéroport de Tsévié respecterait mieux les différentes mesures internationales.

Des autorités constatent l'avancée des travaux sur le site de l'aéroport de Lomé

Brève historique du transport aérien togolais

L'histoire du transport aérien au Togo remonte à l'époque coloniale. Mais le secteur moderne du transport aérien a été particulièrement marqué par la création d'infrastructures aéroportuaires et la mise en place d'institutions de régulation, à l'instar de l'Asecna et de l'Anac.

Mais la création puis la disparition en 2000 de la compagnie nationale Air Togo, remplacée à partir de 2010 par ASKY Airlines, une compagnie panafricaine basée à Lomé, ont relancé le trafic aérien régional et international au Togo. Et depuis, le pays ne cesse de déployer des efforts et des initiatives pour devenir un hub logistique dans la sous-région ouest-africaine.

Caleb Akponou

Débat

Payer les études d'une fille que tu veux épouser, et investir sur un lapin ou une poule que tu vendras. Lequel des deux est plus rentable ?

Blagues du jour

Après avoir entendue la prédication du pasteur, Toto dit à son ami: « mon cher, moi je ne mangerai jamais à la sueur de mon front comme nous le recommande la Bible».
L´ami lui demande pourquoi?
Il répond : « Parce que je travaille dans une chambre froide. Là bas il fait continuellement froid, comment pourrais-je y transpirer? ».
Son ami répond : « Eh , en tout cas, il faut que tu vois le pasteur parce que ton cas n´est pas dans la bible !!

Un homme marié est allé chez sa copine hier nuit
À son arrivée, la copine allait prendre une douche. Alors elle lui demanda de venir prendre la douche avec elle
L'homme accepta volontiers. Mais dans la douche, la copine lui demanda de raser sa barbe car c'est très vilain.
L'homme refusa parce que sa femme aimait trop cette barbe. La copine insista jusqu'à ce que l'homme accepte de se raser.
Après avoir passé presque toute la nuit avec elle, Il rentre à la maison et se glisse doucement dans le lit afin de ne pas réveiller sa femme.
Quelques minutes plus tard sa femme se réveilla et, sans allumer la lumière, mis la main sur son visage et s'écria : Hiiiii! Massayo Massayo Massayo tu es encore ici, sors vite de ma chambre mon mari va bientôt rentrer.
Vraiment, l'infidélité des femmes, pas la peine tu sors pour faire un petit tour et Hop !!! elle en profite.

Débat

Votre fille de 16 ans lycéenne, doit retourner à l'Internat après les vacances.
En bon père (ou bonne mère) vous l'avez accompagnée à la gare pour prendre le bus. Elle a pris place devant vous et vous êtes parti(e).
Après 3 heures, on vous fait savoir que le bus que votre fille a pris a eu un accident et il n'y a aucun survivant...

Pendant que vous êtes troublé, abattu et cherchant quoi faire pour récupérer sa dépouille, votre portable sonne. Vous le prenez et c'est le nom de votre fille qui s'affiche. Vous décrochez avec beaucoup de peur et une voix semblable à celle de votre fille vous dit : "Papa, je n'étais pas dans ce bus, mon copain avait insisté à ce que je passe la journée dans sa maison avant d'aller à l'internat. Il a tellement insisté que je suis descendue du bus pour aller chez lui".

Questions
1- En qualité de père (mère), que direz-vous à cette enfant? Justifiez votre réponse.
2- Quelles leçons tirez-vous de cette situation ?
Vos réponses sont vivement attendues.

ANNONCE

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambbassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Tournoi UFOA

Le Togo éliminé après un nul contre la Côte d'Ivoire

Logés dans le groupe A, les Éperviers cadets du Togo ont fait, vendredi 26 septembre 2025, leur troisième match dans le Tournoi UFOA B à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire au stade du lycée scientifique. Si face au pays hôte, les poulains de Maurice Noutsoudje ont réussi à faire un match nul, cela n'a pas suffi pour se qualifier à l'étape suivante de la compétition.

Une action lors du match entre la Côte d'Ivoire et le Togo

À cette compétition qui sert de qualification pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN U17) de 2026, les Éperviers du Togo n'ont pas réussi à tirer leur épingle du jeu, se faisant ainsi éliminer au premier tour.
Au dernier match contre la Côte d'Ivoire, les Éperviers se sont séparés des Éléphanteaux sur un score d'un but (1) partout.
Face aux Togolais, la Côte d'Ivoire a choisi de présenter une équipe totalement modifiée qui n'a pas réussi à se retrouver dès l'entame du match. Ce sont plutôt les poulains de Maurice Noutsoudje, en quête d'une première victoire dans la compétition, qui ont multiplié des offensives. Nonobstant, l'offensive togolaise, les Éperviers n'ont pas réussi à ouvrir le score jusqu'à la fin de la première mi-temps. Zéro (0) but partout, c'est le score à la pause.
De retour des citrons, c'est plutôt l'équipe hôte qui prend les choses en main en essayant d'équilibrer le jeu. Un changement de tactique, qui a permis à Diabaté Arafat de retrouver les filets du Togo, portant le score à un (1) but à zéro en faveur de la Côte d'Ivoire.

Courant derrière l'égalisation et cherchant à sauver l'honneur, les garçons de Maurice Noutsoudje ont réussi à revenir au score dans les temps additionnels sur un coup franc de Bernabe Amega. Score final : 1 but partout.
Le Togo sort de la compétition Bien que les Éperviers aient réussi à accrocher les Éléphanteaux sur un score d'un but partout, cela n'a pas suffi pour s'assurer une place en demi-finale et prétendre poursuivre la compétition.

Avec ce match nul, les Éperviers totalisent deux points après trois (3) matchs. À sa première sortie face aux Black Starlettes, si les U17 du Togo ont réussi à faire un match nul d'un (1) but partout, leur deuxième sortie, face au Mena du Niger, a été moins fructueuse. Ils se sont fait rabaisser sur un score d'un (1) but contre trois (3).
En totalisant deux (2) points moins deux (2) après trois (3) matchs, les Éperviers se voient éliminer pour la suite de la compétition. Cependant, les poulains de Maurice Noutsoudje peuvent se contenter de la désignation de Sultan Ganiou, dossard numéro 15, comme homme du match.

L'objectif du Tournoi UFOA B des U17 est de qualifier les deux meilleures équipes de la zone UFOA B pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) U17 de la CAF. À ce tournoi qui sert de qualification régionale pour le continent, le coach Maurice Noutsoudje a évolué avec vingt (20) joueurs.

Caleb Akponou

Ballon d'Or 2025

Décryptage des médias africains sur le triomphe d'Ousmane Dembélé

Le 22 septembre dernier, Ousmane Dembélé a remporté la 69è édition du Ballon d'Or, une consécration qui a immédiatement suscité de nombreuses analyses, oscillant entre la reconnaissance de ses performances sportives et la portée symbolique de cette distinction pour le continent africain.

La presse africaine est revenue sur le parcours de l'ailier droit du Paris Saint-Germain, longtemps marqué par l'irrégularité, mais transformé en une saison couronnée de succès. Le quotidien Cameroon-Tribune a rappelé ses statistiques exceptionnelles : 35 buts et 14 passes décisives, des chiffres qui, selon le média, « ont mené à décrocher ce prestigieux trophée. BBC News Afrique a, de son côté, insisté sur la ténacité de Dembélé, qualifiant sa récompense de « victoire de la persévérance », en référence aux blessures et critiques qui ont gangrené la carrière du joueur avant cette consécration. En effet, Dembélé a longtemps été un « joueur fragile » pour reprendre les mots de Made in foot, un média en ligne, enchaînant les blessures au FC Barcelone. Malgré les critiques liées à son irrégularité, il a fait preuve d'une grande persévérance. En améliorant son hygiène de vie, il est devenu un joueur essentiel en club et en sélection nationale. Cette ténacité lui a ainsi valu aujourd'hui d'être le premier Français à remporter le Ballon d'Or depuis Karim Benzema en 2022. D'après FootAfrica, il a devancé de grands noms tels que Vinícius Jr arrivé 16ème, Bellingham 23ème ou encore Mbappé son ancien coéquipier du PSG arrivé 7ème dans le classement de cette 69e édition.
L'aspect de l'identité africaine du joueur, n'a pas échappé aux observateurs africains. Le site Afrik-Foot a souligné les origines du joueur, rappelant qu'il est né de parents aux racines multiples : un père malien et une mère liée au Sénégal et à la Mauritanie. Cette victoire peut ainsi être perçue comme un symbole fort pour la diaspora africaine.
Toutefois, certains médias ont nuancé l'enthousiasme. Si Africanews a salué la présence remarquée des Africains dans le top 10, le journal burkinabè Wakat Séra a regretté qu'aucun joueur africain ne soit encore parvenu à imiter George Weah, unique lauréat africain du Ballon d'Or en 1995.
En décrochant le Ballon d'Or 2025, Ousmane Dembélé a transformé une carrière marquée par les doutes en une victoire éclatante. Désormais, l'attente est claire : confirmer cette renaissance et porter toujours plus haut les espoirs d'un continent en quête de reconnaissance durable sur la scène mondiale.

Fidélia Béléyi, (stagiaire)

Coupe d'Afrique des Nations de Maracana

Le Togo sera de la partie

La Coupe d'Afrique des Nations de Maracana (Mara'CAN) se tient du 1er au 5 octobre prochain en Guinée-Bissau. L'équipe nationale togolaise qui prend part à cette compétition, ***a été reçue jeudi 25 septembre 2025 par Dr Lidi Bessi Kama, ministre des Sports et des Loisirs.***

La cérémonie, qui s'est déroulée en présence des responsables de la Fédération togolaise de maracana (FETOMA), a été l'occasion pour la ministre d'exprimer son soutien et celui du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, à toute l'équipe.

Espérant voir le Togo sur les podiums de cette compétition continentale, la ministre n'a pas manqué d'inviter les joueurs et le staff technique à faire preuve de détermination et de patriotisme pour ramener au pays des médailles d'or, synonymes de la première place.

Faire preuve de discipline
Cette rencontre a été aussi l'occasion pour la ministre de mettre un accent particulier sur la bonne conduite des athlètes qui représentent le Togo.

Selon Dr Bessi-Kama, il s'agit d'une charge qui, depuis 2020, définit les conduites à tenir par les athlètes et les staffs techniques pour maintenir l'harmonie et la discipline.

Prenant la parole, Vitalis Kangni, président de la FETOMA, n'a pas manqué de témoigner sa gratitude au gouvernement togolais pour son soutien moral, technique et financier. Il a aussi réitéré l'engagement des athlètes et de tout le staff technique à donner le meilleur d'eux-mêmes pour positionner le Togo sur le podium de cette compétition internationale.
Qu'est-ce que le sport Maracana ?
Se déroulant à six (6) sans gardien et sur un terrain aux dimensions similaires à celles du handball, le Maracana mobilise de plus en plus de jeunes africains.

Quant au nom « Maracana » donné à ce sport, il tire son origine du stade mythique du Maracana à Rio de Janeiro, un temple du football brésilien.

Pour pérenniser ce nom, des étudiants ivoiriens, ayant fréquenté le Brésil et le stade, ont créé une variante de football sur le campus universitaire de Cocody en Côte d'Ivoire. Ils ont donné ce nom au sport en souvenir des matchs qu'ils y disputaient, nom qui est ensuite devenu synonyme de cette discipline sportive populaire en Afrique de l'Ouest.

Ainsi la Coupe d'Afrique des Nations de la discipline qui se déroulera du 1er au 5 octobre 2025 verra la participation de onze (11) équipes nationales chez les hommes, à savoir : la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, le Sénégal, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, le Niger et la Guinée.
Chez les femmes, elles seront au total six (6) équipes nationales, à savoir : la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Cameroun, le Bénin et le Burkina Faso.

Le capitaine de l'équipe recevant la charte de discipline de l'équipe nationale

Caleb Akponou

Traité sur la biodiversité en haute mer

Le droit vient d'atteindre la côte, mais la traversée ne fait que commencer

Le vendredi 19 septembre 2025, le traité sur la protection de la biodiversité en haute mer a atteint le nombre de ratifications requis pour entrer en vigueur, deux ans après son adoption formelle.

Dans une déclaration, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), Antonio Guterrers, a salué « cette avancée historique pour l'océan et pour le multilatéralisme ».
Le plus souvent désigné par son acronyme anglais BBNJ, ce traité au nom à rallonge : « Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale », devait atteindre le seuil des 60 ratifications de pays signataires pour entrer en vigueur. C'est désormais chose faite. L'accord deviendra contraignant le 17 janvier 2026.
Couvrant plus des deux tiers de l'océan mondial, la haute mer était jusqu'ici un espace fragmenté. Adopté en juin 2023, le BBNJ instaure un cadre unificateur : règles obligatoires de conservation et d'usage durable de la biodiversité, aires marines protégées en haute mer, partage plus équitable des bénéfices issus des ressources génétiques marines, évaluation d'impact environnemental, transfert de technologies et renforcement des capacités scientifiques.
« En deux ans, les États ont transformé leurs engagements en actions, démontrant ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les nations s'unissent pour le bien commun », a salué le secrétaire général des Nations unies.

Cette entrée en vigueur couronne un été de tractations à New York, où s'est réunie au mois d'août une Commission chargée de préparer la future mise en œuvre du traité. Au menu de ses travaux, les questions de financement, de choix des règles de procédure, d'esquisse d'un secrétariat et d'architecture du futur centre d'échange d'informations scientifiques appelé à devenir la plaque tournante du système. « Il n'y a sans doute pas de tâche plus urgente que celle-ci », avait alors insisté le coprésident de la Commission, Adam McCarthy.

Ces détails techniques sont d'autant plus importants que la première conférence des États Parties au traité devrait être convoquée au cours de l'année 2026.
L'entrée en vigueur du BBNJ arrive à un moment charnière. Selon l'Onu, moins d'un tiers des cibles de l'Objectif de développement durable (ODD) n°14 sur la préservation des océans sont en bonne voie ou progressent modérément. À ce jour, 8% seulement de la surface marine est protégée, loin de l'objectif des 30% fixé d'ici 2030, et moins de la moitié des zones cruciales pour la biodiversité bénéficient d'un statut effectif de protection.

Sous la surface, la fièvre monte : l'océan absorbe environ 90% de l'excès de chaleur dû aux gaz à effet de serre et ses températures atteignent des niveaux record. L'Onu alerte sur un quatrième épisode mondial de blanchissement des coraux, le plus grave jamais observé.
Même en limitant le réchauffement à 1,5 °C, la quasi-totalité des récifs tropicaux pourraient disparaître d'ici 2050. Dans le même temps, l'acidification de l'océan liée à son absorption de près d'un quart du CO^2 émis ronge la base calcaire des écosystèmes.
Dans les salles de conférence de l'Onu, les petits États insulaires en développement, sentinelles avancées de la montée des eaux, souhaitent que la future gouvernance du traité tienne compte de leurs contraintes : modalités de participation, soutien financier, représentation au sein des organes. Les États fédérés de Micronésie ont ainsi appelé à reconnaître « le statut distinct des peuples autochtones en droit international, non pas comme de simples parties prenantes, mais comme titulaires de droits ».
Au-delà des sièges et des écrans, la revendication est claire : l'architecture BBNJ ne doit pas reproduire les asymétries qui ont fragilisé la haute mer.

La biodiversité marine (image trouvée en ligne le mardi 23 septembre 2025)

De Nice à New York, de l'impulsion à la mise en œuvre

La Conférence des Nations unies sur l'océan tenue à Nice en juin 2025, a servi d'accélérateur politique. Des centaines d'engagements volontaires ont été annoncés, la lutte contre la pollution plastique a gagné en visibilité et le chantier BBNJ a été propulsé au sommet des priorités.
À New York, cet élan se transforme en mode d'emploi sur les modalités d'inscription des aires protégées et le partage des données. Le futur centre d'échange prévu par le traité devra ainsi garantir l'accès équitable à l'information scientifique, condition sine qua non pour que les pays moins dotés participent pleinement au nouveau régime.

Côté pêches, plus d'un tiers des stocks marins reste surexploité. Des expériences de gestion rigoureuse, le thon en tête, montrent toutefois qu'il est possible d'inverser la tendance, notamment par la coopération régionale.
La lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, qui pourrait représenter jusqu'à 26 millions de tonnes par an (environ 15% des captures mondiales), s'appuie sur des outils qui montent en puissance, de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du Port (PSMA) aux mesures disciplinaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre les subventions à la surpêche.

Le BBNJ n'est pas un slogan ; c'est un échéancier, des cartographies, des procédures d'évaluation, des mécanismes de financement. En bref, du droit contraignant. « Face à la triple crise planétaire (le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution), cet accord constitue une bouée de sauvetage pour l'océan et pour l'humanité », a insisté Antonio Guterres.

Encore faut-il hisser la bouée jusqu'aux naufragés : renforcer les capacités des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, financer leur participation, garantir leur accès aux données, surveiller les contrevenants et les sanctionner.

Dans l'immédiat, Antonió Guterres appelle à élargir le cercle des Parties. « Je rends hommage à tous ceux qui l'ont ratifié. J'appelle chaque État à y adhérer sans délai, et tous les partenaires à soutenir une mise en œuvre rapide et complète ». L'injonction vaut rappel : la protection des océans ne se décrète pas, elle s'administre par des aires protégées crédibles, des évaluations d'impact appliquées, des plans d'espace maritime adoptés.

La conclusion du chef de l'Onu tient en une phrase, que l'on aurait tort de prendre pour une image : « La santé de l'océan est celle de l'humanité ». Si le droit vient d'atteindre la côte, la traversée, elle, commence.

Edem Dadzie

OTR

Geste Exo, la nouvelle plateforme de gestion des exonérations et franchises douanières

Fini les files d'attente et la paperasse aux guichets : l'Office togolais des recettes (OTR) a lancé ce 30 septembre à Lomé Geste Exo, une plateforme numérique qui dématérialise entièrement les demandes et l'octroi des exonérations et franchises douanières.

Derrière les initiatives, l'administration fiscale veut gagner en efficacité, transparence et accessibilité. « Dans un monde où les flux de marchandises et les transactions commerciales ne cessent d'augmenter, il est essentiel que les systèmes douaniers s'adaptent pour être plus efficaces, transparents et accessibles. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce module dénommé Geste Exo développé par l'OTR », a précisé le Commissaire des Douanes et des Droits indirects, Essien Kwawo Ata Kakra.

Accessible via www.exoneration.otr.tg, Geste Exo transforme une pratique autrefois lourde et chronophage en un processus automatisé et fluide. Plus besoin de formulaires papier. Les requérants soumettent désormais leurs demandes en ligne, avec les documents nécessaires, et suivent leur traitement en temps réel. Le système « garantit une surveillance rigoureuse et une traçabilité complète », a assuré l'OTR.

Essien Kwawo Kakra, Commissaire des Douanes et des Droits indirects (au milieu)

L'innovation séduit déjà les opérateurs économiques. « Déjà, cette plateforme m'émerveille. Aujourd'hui, avec la digitalisation, ce module est vraiment un avantage pour nous », confie Sharon Agbo, directrice logistique de CMTP Africa. Pour elle, l'outil est « impeccable, transparent, fluide et pas compliqué ».

Les avantages sont multiples : la réduction des délais, la fiabilité accrue, le suivi en ligne et les rapports statistiques détaillés pour les décideurs publics. En toile de fond, l'ambition est de renforcer la gouvernance et optimiser les ressources. « Ce module… représente un tournant dans la gestion des exonérations et franchises », a insisté Essien Kwawo Kakra.

Une période transitoire de 3 mois est prévue pour permettre aux acteurs de s'adapter. Mais dès le 1er janvier 2026, l'utilisation de Geste Exo deviendra obligatoire. Plus aucune demande physique ne sera acceptée.

Avec Geste Exo, l'OTR ne se contente pas de digitaliser une procédure administrative : elle redessine le rapport entre l'administration et les usagers. Plus simple, plus rapide, plus transparent, ce nouvel outil place le Togo sur la voie d'une gouvernance fiscale moderne et connectée.

E. A

État civil

Assurer une meilleure sécurisation des données personnelles

En 2021, le Comité technique sur l'état civil (Cec) a recommandé de renforcer les capacités des agents à travers l'élaboration d'un guide pratique, afin d'améliorer la qualité des actes délivrés. Avec l'appui de la Coopération technique allemande, la GIZ au Togo, un document a été élaboré et validé la même année, mais sa publication a été retardée pour des raisons administratives.

Photo de famille durant l'atelier (Image trouvée sur le site web www.territoire.gouv.tg le 30 septembre 2025)

Quatre ans plus tard, les évaluations sur la gratuité des actes de naissance et les retours des missions de terrain ont confirmé l'urgence de mettre un tel outil à la disposition des officiers et agents d'état civil. Suite à la relance du processus en juin 2025, le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière a jugé utile d'actualiser ce guide pratique à l'usage des praticiens pour l'enregistrement des faits d'état civil.

Dans le cadre de cette initiative, il y a eu un atelier technique national le vendredi 19 septembre 2025 Lomé. Financée par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Togo, cette rencontre technique a regroupé une cinquantaine d'acteurs clés d'enregistrement des faits d'état civil, des représentants des ministères sectoriels concernés. Elle a permis au terme des travaux techniques de valider le guide pratique actualisé à l'usage des praticiens pour l'enregistrement des faits d'état civil à mettre à la disposition des officiers et agents d'état civil au profit des collectivités locales.

Au cours des travaux de validation technique et institutionnelle de ce document, les participants à travers plusieurs groupes de travail, ont examiné le document guide pratique pour l'enregistrement des faits d'état civil, en apportant des amendements pour améliorer la qualité du travail soumis à leur attention.

À l'issue de ceux-ci, une séance de restitution a permis de discuter les résultats pour converger les attentes au cours de la plénière des participants qui a adopté ce document guide pratique attendu et qui à coup sûr, selon le directeur de l'administration territoriale et des frontières, Kadanga Patchassi, « contribuera à renforcer la qualité du service public en matière d'état civil et à assurer une meilleure sécurisation des données personnelles des citoyens ».

Le secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, Esso Koudjoou, a rappelé l'importance capitale de l'état civil dans la vie de la nation et des citoyens.

« L'état civil constitue la mémoire juridique de la vie du citoyen depuis la naissance jusqu'au décès, en passant par le mariage et bien d'autres faits essentiels. Il est au cœur de la gouvernance moderne », a affirmé Esso Koudjoou.

« Sans un état civil fiable, il est impossible d'assurer une planification efficace des politiques publiques, de garantir les droits fondamentaux et de renforcer l'inclusion sociale. L'atelier constitue une étape plus que nécessaire visant à mettre à la disposition des principaux acteurs de la chaine d'enregistrement des faits d'état civil, un outil pragmatique dans l'accomplissement de leur mission. À cet effet, vos observations, vos critiques constructives et vos propositions permettront d'améliorer le document final afin qu'il puisse répondre véritablement aux besoins des agents qui en feront l'usage au quotidien », a indiqué l'officiel.

Le représentant de la représentante-résidente de l'Unicef au Togo, Hoto Wossi Martin, spécialiste en protection de l'enfant et chargé de l'enregistrement des naissances, a hautement apprécié la volonté politique du gouvernement togolais et particulièrement du président du Conseil Faure Gnassingbé, en quête de l'amélioration du système d'enregistrement des faits d'état civil au Togo en faveur du bien-être des populations.

Pour lui, « Grace aux réformes engagées par le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, le cadre juridique et institutionnel a été renforcé. Je citerai pour exemple la stratégie intégrée de l'interopérabilité entre la société civile, les services de santé et les services d'état civil ou encore le décret du 14 décembre 2021 instituant la gratuité de l'enregistrement et de la délivrance des actes de naissance au Togo », a-t-il insisté.

La validation de ce guide pratique constitue l'une des grandes étapes décisives dans la modernisation du système d'état civil togolais. Elle traduit manifestement la volonté du gouvernement, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, d'améliorer de manière continue l'efficacité et la transparence dans l'enregistrement des faits d'état civil, au bénéfice direct des populations.

La rédaction

MOURABAHA ENTREPRISES

FINANCEMENT

CYCLES D'EXPLOITATION - IMPORTATIONS - EXPORTATIONS
ACTIVITES SAISONNIÈRES - MARCHÉS - INVESTISSEMENTS

Solution de Financement Islamique
www.corisbankbaraka.com

CORIS BANK INTERNATIONAL
BARAKA

CMJN